



Togo/ Crise politique : Vers de nouveaux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ?

C'est un nouveau bras de fer qui se dessine entre le pouvoir et la coalition des 14 partis de l'opposition au sujet des prochaines manifestations qui démarrent ce mercredi 06 Juin à Lomé et dans plusieurs autres localités du pays.

Face à la presse ce mardi à Lomé, les responsables de la coalition de l'opposition ont maintenu non seulement ces prochaines manifestations mais aussi leur volonté de marcher selon leurs propre itinéraires ; Ceci, contrairement à la volonté du Gouvernement qui, par un courrier du Ministre Payadowa Boukpessi en charge de l'administration territoriale, avait proposé de nouveaux itinéraires à la coalition.

« Pour les raisons de risque de troubles graves à l'ordre public qui vous ont été communiquées au cours des différents rencontres et courriers, les itinéraires anciennement utilisés par la coalition pour ses marches depuis le 19 Août 2017 ne sont pas acceptés », avait en effet notifié le Ministre Boukpessi dans son courrier tout en recommandant par ailleurs de nouveaux itinéraires à la coalition en ce qui concerne la ville de Lomé. Lesquels itinéraires se concentrent dans les quartiers Bè, Akodésséwa et Anfamé.

La Coalition a cours de cette conférence de presse estimé que le Gouvernement est en train de faire une interprétation tendancieuse et volontairement erronée, d'un souhait émis par le facilitateur de voir la Coalition suspendre les manifestations pour donner une chance au dialogue. Elle a par ailleurs dénoncé un « *changement illégal et injustifié des itinéraires* ». Pour les leaders de ce regroupement de partis de l'opposition, « *cela relève d'une stigmatisation de la population togolaise et la violation de ses droits* ».

« *En tout état de cause, si le gouvernement persiste dans sa logique répressive, la coalition prendra acte de cette attitude regrettable et inacceptable puis en tirera toutes les conséquences qui s'imposent* », ont-ils fait savoir dans une déclaration lue devant la presse.

« *La coalition n'entend pas capituler face à la violation des droits Constitutionnels des Togolais et des lois de la République, en l'occurrence celle fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestations pacifiques publiques* », poursuit la déclaration.

Ces derniers temps, le bras de fer entre le pouvoir et l'opposition au sujet des itinéraires s'était soldé lors des dernières tentatives de manifestations par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre notamment dans les rues de Lomé. Va-t-on une fois encore assister à ce scénario cette semaine ? La question reste posée.

Ces nouvelles manifestations interviennent alors qu'un nouveau round de négociations entre les protagonistes de la crise est en cours de préparation par les facilitateurs ghanéen Nana Akufo-Addo et guinéen Alpha Condé, aidés par la Commission de la CEDEAO.

Il faut rappeler que les exigences de la Coalition de l'opposition n'ont pas varié à savoir le retour à la Constitution originelle de 1992, le droit de vote de la

diaspora, la révision du cadre électoral, les réformes institutionnelles et la libération des prisonniers politiques entre autres.

Cris DADA